

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2011-2012

22 NOVEMBRE 2011

Proposition de résolution relative à la position à défendre par le gouvernement belge dans le cadre du 4^e Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide

(Déposée par Mmes Marleen Temmerman et Fauzaya Talhaoui)

DÉVELOPPEMENTS

Le débat sur l'efficacité de l'aide a été lancé lors de la Conférence sur l'harmonisation organisée à Rome en 2003. Ce débat a connu son apogée avec la Déclaration de Paris (2005) et le Programme d'action d'Accra (2008). Les signataires de la Déclaration de Paris partent du principe que pour travailler plus efficacement, il est nécessaire de réformer la gestion de l'aide au développement. Cette Déclaration étant venue à échéance en 2010, la problématique de l'efficacité de l'aide est à nouveau à l'ordre du jour en 2011. La communauté internationale se réunira pour le 4^e Forum à Busan, en Corée du Sud, du 29 novembre au 1^{er} décembre.

La Déclaration de Paris plaide en faveur d'une affectation plus efficace de l'aide. Les évaluations réalisées en la matière révèlent que les progrès sont trop modestes, en particulier en ce qui concerne les donateurs, qui se sont moins investis que les pays partenaires dans la mise en œuvre des principes fixés. Cette situation résulte notamment d'un manque de volonté et de cohérence politiques. Il ne faut toutefois pas en déduire que les points de départ sont erronés. Au contraire, il est prouvé que la plupart d'entre eux sont pertinents, et la nécessité de dégager une volonté politique de progresser dans ce processus difficile et de poursuivre la mise en œuvre des résultats obtenus se fait ressentir plus que jamais.

Nous demandons au gouvernement belge de s'impliquer activement en vue de la réussite du 4^e Forum

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2011-2012

22 NOVEMBER 2011

Voorstel van resolutie met betrekking tot het standpunt van de Belgische regering in het kader van het 4e High Level Forum on Aid Effectiveness

(Ingediend door de dames Marleen Temmerman en Fauzaya Talhaoui)

TOELICHTING

De discussie rond de doeltreffendheid van hulp startte met de conferentie in Rome (2003) over harmonisatie en kende een hoogtepunt met de Verklaring van Parijs (2005) en de Accra-agenda (2008). Het uitgangspunt van de ondertekenaars van de Verklaring van Parijs is dat een hervorming van het beheer van ontwikkelingshulp zal leiden tot een meer effectieve manier van werken. Gezien deze Verklaring in 2010 op z'n einde liep, staat 2011 wederom in het teken van de hulpdoeltreffendheidsagenda. De internationale gemeenschap komt voor het vierde Forum samen in Busan te Zuid-Korea van 29 november tot en met 1 december.

Met de Verklaring van Parijs werd een lans gebroken voor een doeltreffendere besteding van hulp. Uit de evaluaties blijkt vooruitgang te beperkt en dit geldt zeker voor donoren die minder dan de partnerlanden de principes geïmplementeerd hebben. Dit door onder meer een gebrek aan politieke wil en coherentie. Toch mag men hieruit niet concluderen dat de uitgangspunten verkeerd zijn. Integendeel, het is bewezen dat ze veelal relevant zijn, en er is nu meer dan ooit politieke wil nodig om dit moeizame proces verder te verdiepen en verder te bouwen op de resultaten.

Indiener vraagt dat de Belgische regering zich actief inzet om van het 4e High Level Forum on Aid

de haut niveau sur l'efficacité de l'aide. Le FHN4 doit élaborer un document fort prévoyant des obligations politiques et plus techniques bien définies, afin de permettre la réalisation des objectifs visés, ainsi qu'un calendrier concret et un processus de monitoring officiel et indépendant aux niveaux global, régional et national.

*
* *

PROPOSITION DE RÉOLUTION

Le Sénat demande au gouvernement :

1. de plaider, lors de la détermination de la position à adopter en préparation du quatrième forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide (*High Level Forum on Aid Effectiveness*), pour :

— une politique de développement cohérente qui prévoit d'axer toutes les décisions relatives aux autres matières de la politique de développement, notamment les politiques relatives au commerce, à la santé et aux migrations, sur les objectifs en matière de développement, et de placer, à cette occasion, l'éradication de la pauvreté, la défense des droits et la lutte contre l'inégalité au centre des débats;

— un engagement politique de la communauté internationale à reconfirmer, au minimum, les promesses de Paris et d'Accra, ainsi qu'à les élargir et à les approfondir, au besoin, en tenant compte des évaluations indépendantes disponibles. Le Sénat lui demande en outre de traduire cet engagement en un plan d'action concret assorti d'un calendrier et d'un processus de monitoring officiel et indépendant, tout en prenant en compte que l'importance des conventions mutuelles concernant tant le niveau local que le niveau international, à propos des résultats à atteindre, ainsi que leur impact doivent primer, et que les résultats obtenus en matière de développement sont déterminés à partir de leur impact à l'égard de la lutte contre la pauvreté, la garantie d'un travail décent, l'égalité sociale et l'égalité entre les sexes, la préservation de l'environnement, le processus de décision démocratique et les droits de l'homme;

— une extension de la définition de l'appropriation, telle qu'inscrite dans la Déclaration de Paris, à l'appropriation démocratique impliquant tous les acteurs pertinents (parlements, organisations civiles, citoyens) dans le développement de leur pays. Cela implique des mécanismes de responsabilité démocratique et mutuelle, et souligne l'importance d'un

Effectiveness een succes te maken. HLF4 moet resulteren in een sterk document, met duidelijke politieke en meer technische verbintenissen die implementatie mogelijk maken, met een concreet tijdsplan en een officieel en onafhankelijk monitoringsproces op globaal, regionaal en nationaal niveau.

Marleen TEMMERMAN.
Fauzaya TALHAOUI.

*
* *

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

De Senaat verzoekt de regering :

1. om bij de standpuntbepaling in aanloop naar het 4e *High Level Forum on Aid Effectiveness* te pleiten voor :

— een coherent ontwikkelingsbeleid, waarbij alle beslissingen in andere domeinen van het ontwikkelingsbeleid, waaronder handels-, gezondheids, migratie- en klimaatbeleid, gericht zijn op de ontwikkelingsdoelen. En hierbij armoede-uitroeiing, het verdedigen van rechten en het bestrijden van ongelijkheid centraal te stellen;

— een politiek engagement van de internationale gemeenschap om de beloftes van Parijs en Accra minimaal te herbevestigen en waar nodig te verbreden en verdiepen, rekening houdend met bestaande onafhankelijke evaluaties. En bovendien dit engagement te vertalen in een concreet actieplan met een tijdsplan en een officieel en onafhankelijk monitoringsproces. Hierbij rekening houdende dat het belang van wederzijdse afspraken, zowel op lokaal als internationaal niveau, over te bereiken resultaten en impact moeten primeren en dat resultaten voor ontwikkeling worden bepaald op basis van de impact op armoedebestrijding en het garanderen van waardig werk, sociale en gendergelijkheid, duurzaam milieu, democratische besluitvorming en mensenrechten;

— een verbreding van de definitie van eigenaarschap, zoals neergeschreven in de Verklaring van Parijs, naar democratisch eigenaarschap, waarbij alle relevante actoren (parlementen, civiele organisaties, lokale overheden en burgers) worden betrokken bij de ontwikkeling van hun land. Dit impliceert democratische en wederzijdse verantwoordingsmechanismen

dialogue régulier et inclusif entre plusieurs parties prenantes au sujet du développement, de l'exécution et de l'évaluation de la politique. Pour que la participation prenne tout son sens, des normes minimales telles que la transparence et l'accessibilité d'informations pertinentes doivent s'appliquer;

— un environnement propice («*enabling environment*») pour la société civile et les groupes fragilisés, leur permettant de remplir leur rôle d'acteur de développement essentiel et autonome dans le cadre de l'appropriation et de la responsabilité mutuelle. Une attention spéciale doit être accordée à l'égalité des genres et au renforcement du statut de la femme;

— un ancrage systématique de l'égalité des genres et du renforcement du statut de la femme dans les stratégies nationales de développement, pour renforcer la responsabilité mutuelle dans ce domaine et fournir les informations pertinentes nécessaires à un monitoring indépendant, comme la mise à disposition de données spécifiques au genre et d'indicateurs permettant de mesurer l'affectation des budgets aux droits des femmes et à l'égalité des genres;

— la mise en œuvre complète des promesses faites à Paris et à Accra de prendre des engagements contraignants en matière de respect des normes d'ouverture et de transparence les plus strictes concernant la communication d'informations sur les flux d'aide aux bénéficiaires, qu'il s'agisse de gouvernements, de parlements, d'organisations civiles ou de citoyens, de sorte que les citoyens puissent demander des comptes aux autorités;

— l'abandon progressif des conditions de politique économique, qui ont un impact négatif sur les citoyens, sans remettre en question l'importance capitale d'un dialogue politique — fondé sur le respect mutuel — entre le donateur et le pouvoir bénéficiaire;

— l'utilisation de systèmes nationaux en première intention. Si les donateurs ne font pas usage des systèmes nationaux, ou si le contexte ne le leur permet pas (par exemple, dans des États fragiles), ils doivent le justifier et mettre en place un scénario d'extinction pour l'utilisation de systèmes parallèles;

— un débat plus approfondi sur le déliement de l'aide, pour parvenir à une aide totalement déliée d'ici 2015, avec une attention particulière pour l'assistance technique et l'aide alimentaire;

— le soutien, l'amélioration et l'utilisation des marchés publics dans les pays partenaires afin de stimuler l'économie locale et d'encourager également les pays en développement à conclure des conventions locales qui garantissent des principes comme les droits de l'homme et le travail décent;

en het belang van een regelmatige inclusieve *multi-stakeholder* dialoog over zowel de ontwikkeling, uitvoering als evaluatie van het beleid. Voor een betekenisvolle participatie dienen minimumstandaarden te gelden zoals transparantie en toegankelijkheid van relevante informatie;

— een «*enabling environment*» voor de civiele samenleving en kwetsbare groepen, zodat ze hun rol als essentiële en autonome ontwikkelingsactor kunnen waarmaken in het kader van eigenaarschap en wederzijdse verantwoording. Speciale aandacht moet uitgaan naar gendergelijkheid en de versterking van de positie van vrouwen;

— een systematische verankering van gendergelijkheid en de versterking van de positie van vrouwen in nationale ontwikkelingsstrategieën, voor het versterken van de wederzijdse verantwoording op dit vlak en voor de nood aan relevante informatie voor een onafhankelijke monitoring, zoals de beschikbaarheid van genderspecifieke data en indicatoren die de toewijzing van budgetten aan vrouwenrechten en gendergelijkheid meten;

— de volledige implementatie van de beloftes gemaakt in Parijs en Accra om te komen tot bindende engagementen om zich te houden aan de hoogste standaarden van openheid en transparantie voor het vrijgeven van informatie over hulpstromen naar ontvangende overheden, parlement, civiele organisaties en burgers, zodat burgers hun overheden ter verantwoording kunnen roepen;

— een geleidelijk stopzetten van economische beleidsvoorwaarden die een negatieve impact hebben op burgers, zonder hierbij het essentiële belang van een politieke dialoog, gebaseerd op wederzijds respect, tussen donor en ontvangende overheid in vraag te stellen;

— het gebruik van nationale systemen als eerste optie. Indien donoren geen gebruik maken van de nationale systemen of indien de context niet toelaat dit te doen (bijvoorbeeld in fragiele Staten), dienen ze dit te verantwoorden en een uitdovingscenario te voorzien voor het gebruik van parallelle systemen;

— een verdergaand debat over de ontbinding van hulp om te komen tot volledig ongebonden hulp tegen 2015, met speciale aandacht voor technische assistentie en voedselhulp;

— de ondersteuning, verbetering en gebruik van openbare aanbestedingen in de partnerlanden om zo de lokale economie te stimuleren en tevens ontwikkelingslanden aan te moedigen om lokale overeenkomsten af te sluiten die principes als mensenrechten en waardig werk garanderen;

— l'importance d'une coopération au développement avec tous les pays en développement à différents niveaux. Dans les pays à revenus moyens, la coopération au développement doit se concentrer sur la lutte contre l'inégalité et la pauvreté. Les mécanismes de redistribution sont essentiels à cet égard. Si l'on décide malgré tout de mettre fin à l'aide, cela doit se faire progressivement et par étape. Cette décision ne peut pas être prise uniquement sur la base d'une classification en fonction des revenus, d'autres indicateurs liés au développement humain et social doivent également être pris en compte;

— l'application des principes de l'efficacité de l'aide dans les États fragiles, malgré la complexité du contexte, et ce, surtout dans une logique de renforcement des structures de gouvernance et dans la conviction que l'aide peut contribuer à la paix si elle est sensible aux conflits, si elle donne une place centrale à l'humain, si elle est inclusive et si elle a une vision à long terme. En tant que donneur actif dans des États fragiles, la Belgique doit œuvrer à Busan pour la reconnaissance des objectifs de Monrovia en matière de consolidation de la paix et de l'État et y associer la mise en œuvre d'actions concrètes. Une attention particulière doit être accordée à l'appropriation démocratique, étant donné que l'appropriation ne peut pas être limitée au renforcement de l'État;

— un engagement réel des donateurs à mettre également en pratique, au-delà des intentions politiques, des mesures telles que la décentralisation de la représentation du donneur, des procédures flexibles et des investissements dans une expertise propre à chaque pays;

— l'applicabilité de principes d'aide efficace à d'autres flux financiers que ceux de l'APD, sans pour autant remettre en cause les promesses principales du programme sur l'efficacité de l'aide;

— la prise en compte de la diversité des acteurs du développement et de l'importance de les stimuler à développer, en fonction de leurs spécificités, des normes adaptées pour promouvoir leur effectivité, et ce, sans affaiblir les engagements actuels pris dans le cadre du programme sur l'efficacité de l'aide et en acceptant les normes internationales en matière de droits de l'homme, de genre, d'égalité sociale et de travail décent;

— le respect des éléments suivants dans la part croissante de l'aide destinée au secteur privé, étant entendu que ce dernier est très diversifié et qu'un rôle de plus en plus important lui est dévolu au sein du débat et de la politique de développement :

- les flux d'APD destinés au secteur privé (à but lucratif) doivent satisfaire aux principes de la Déclaration de Paris;

— het belang van ontwikkelingssamenwerking met alle ontwikkelingslanden op verschillende niveaus. Zo moet de ontwikkelingssamenwerking in middeninkomenlanden zich toeleggen op het bestrijden van ongelijkheid en armoede. Herverdelingsmechanismen zijn hierbij cruciaal. Als toch wordt beslist om hulp stop te zetten, dan dient dit progressief en gefaseerd te gebeuren. Deze beslissing mag niet enkel gebeuren op basis van classificatie volgens inkomen, ook andere indicatoren gerelateerd aan menselijke en sociale ontwikkeling moeten in rekenschap worden gebracht;

— het toepassen van de principes van doeltreffende hulp in fragiele staten, ondanks de complexe context, en dit vooral vanuit de logica van versterking van governance structuren en de overtuiging dat hulp kan bijdragen tot vrede indien ze conflictgevoelig is, mensen centraal stelt, inclusief is en een visie heeft op de lange termijn. België moet als actieve donor in fragiele staten, in Busan ijveren voor de erkenning van de Monrovia-doelstellingen over vrede- en staatsopbouw en hieraan concrete te implementeren acties koppelen. Specifieke aandacht moet uitgaan naar democratisch eigenaarschap gezien eigenaarschap niet beperkt mag worden tot de versterking van de Staat;

— daadwerkelijk engagement van donateurs om naast politieke intenties ook engagementen op te nemen om dit in de praktijk om te zetten, zoals decentralisering van het van donorvertegenwoordiging, flexibele procedures en investering in landen-specifieke expertise;

— de toepasbaarheid van principes van doeltreffende hulp op andere geldstromen dan ODA zonder dat hierbij geraakt wordt aan de kernbeloftes binnen de hulpdoelstreefagenda;

— het in rekening brengen van de diversiteit aan ontwikkelingsactoren en het belang hen te stimuleren om vanuit hun eigenheid geschikte standaarden te ontwikkelen om hun effectiviteit te promoten en dit zonder de bestaande engagementen binnen de hulpdoelstreefagenda te verzwakken en door internationale standaarden van mensenrechten, gender, sociale gelijkheid en waardig werk te accepteren;

— het in acht nemen van volgende elementen bij het toenemend aandeel van hulpstromen ter ondersteuning van de privésector, vanuit de vaststelling dat de private sector heel divers is en een steeds prominentere rol krijgt toebedeeld binnen het ontwikkelingsdebat en beleid :

- de ODA-stromen die naar de private (*for-profit*) sector gaan, moeten voldoen aan de principes van de Verklaring van Parijs;

- les entreprises locales doivent être prioritaires par rapport aux filiales des entreprises multinationales. En effet, elles contribuent davantage au développement de l'économie locale et de la population locale;

- le rôle du secteur privé (à but lucratif) dans le développement et la croissance économique doit être régulé (au niveau international et au niveau national) pour offrir des garanties en matière de respect des normes sociales et écologiques et de transparence financière;

- il convient d'interdire le recours aux paradis fiscaux et à d'autres centres *offshore* pour le transfert des fonds car le recours à ces canaux augmente le risque que les investissements (via l'APD) devant servir à renforcer l'économie locale disparaissent en raison de l'une ou de l'autre forme de fuite des capitaux;

- une transparence maximale doit s'appliquer aux flux d'aide, la destination finale des fonds devant être claire à cet égard. Le secret commercial ne peut pas servir à justifier une transparence limitée;

2. de s'engager à informer régulièrement le Parlement et la société civile au sens large des préparatifs du quatrième forum de haut niveau, ainsi que des résultats de ce dernier et de leur suivi.

27 octobre 2011.

- lokale ondernemingen moeten voorrang krijgen op filialen van multinationale ondernemingen. Ze dragen immers meer bij tot de ontwikkeling van de lokale economie en de lokale bevolking.

- de rol van de private (*for-profit*) sector in ontwikkeling en economische groei, moet (internationaal en nationaal) gereguleerd worden om garanties te bieden met betrekking tot respect voor sociale en ecologische normen en financiële transparantie;

- het gebruik van belastingparadijzen en andere *offshore* centra's moet verboden worden voor de overdracht van fondsen. Gebruik van deze kanalen verhoogt het risico dat de investeringen (via ODA) die zouden moeten dienen om de lokale economie te versterken via een of andere vorm van kapitaalvlucht verdwijnen;

- er moet een maximale transparantie zijn wat betreft de hulpstromen. Er moet daarbij duidelijkheid bestaan over de eindbestemming van fondsen. Het commercieel geheim mag geen argument zijn om transparantie te beperken;

2. zich te engageren tot het regelmatig informeren van het Parlement en het brede middenveld over de voorbereidingen van het 4e *High Level Forum*, evenals de resultaten en de opvolging ervan.

27 oktober 2011.

Marleen TEMMERMAN.
Fauzaya TALHAOUI.